

Recommandations formulées au dirigeant du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

L'Autorité des marchés publics (AMP) formule quatre recommandations au dirigeant du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) concernant le processus d'appel d'offres identifié au système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) sous le numéro 14648063, visant l'acquisition d'équipements de sécurité des télécommunications.

Après avoir reçu une communication de renseignements, l'AMP a initié une vérification afin de déterminer si des spécifications techniques incluses dans l'appel d'offres ciblaient un seul fournisseur, ce qui aurait eu pour effet de l'avantager et de ne pas permettre une saine concurrence.

L'examen réalisé par l'AMP révèle qu'une évaluation adéquate et rigoureuse des besoins quant à l'obtention d'équipements de sécurité du CIUSSS-CN et de ses télécommunications n'a pas été effectuée au préalable. Par conséquent, le cadre normatif et la *Politique d'acquisition des biens, des services et de travaux de construction* du CIUSSS-CN (la « Politique ») n'ont pas été respectés.

En effet, la preuve révèle que le responsable du devis a simplement copié, en grande partie, deux devis d'organismes publics trouvés au SEAO, sans se questionner sur leur capacité de répondre aux besoins du CIUSSS-CN. Une évaluation des besoins a été effectuée durant la publication de l'appel d'offres, ce qui a mené à un nombre élevé de questions, lesquelles ont entraîné la publication de sept addendas. Ce manque de préparation, combiné à une méconnaissance des spécificités techniques et à un manque d'expérience en matière de gestion contractuelle, a eu un impact certain sur l'absence d'une évaluation préalable des besoins adéquate et rigoureuse.

L'examen réalisé par l'AMP a aussi révélé qu'en reprenant les spécificités techniques des deux devis précédemment copiés, le CIUSSS-CN s'est fondé sur les spécificités des équipements d'un unique fournisseur pour rédiger son devis. Cette décision a eu pour conséquence de limiter indûment la possibilité pour d'autres concurrents qualifiés de participer à l'appel d'offres, voire de leur assurer un traitement intègre et équitable.

En conséquence, l'AMP recommande au dirigeant du CIUSSS-CN :

1. de cesser l'exécution du contrat intervenu avec le détaillant du soumissionnaire;
2. de s'assurer :
 - d'établir et de dispenser des formations annuelles, au bénéfice des gestionnaires et des employés travaillant en gestion contractuelle, lesquelles portent sur l'ensemble du cadre normatif et de la Politique, notamment sur l'importance du respect des articles 2 (2) et 2 (3) de la *Loi sur les contrats des organismes publics*;

- que, conformément à ce plan, les gestionnaires et les employés impliqués dans la préparation d'un processus d'adjudication sont formés, de manière adéquate et sur une base annuelle, en matière d'évaluation préalable des besoins;
 - que ces gestionnaires et ces employés disposent des connaissances et des outils nécessaires à l'accomplissement de leur travail eu égard aux dispositions de la Politique;
3. de modifier leurs procédures concernant l'évaluation adéquate et rigoureuse de l'ensemble des besoins devant être comblés avant de procéder à un processus d'adjudication ou d'attribution, de manière à assurer à tous les concurrents qualifiés la possibilité de participer aux appels d'offres des organismes publics;
 4. d'établir un plan de formation des gestionnaires et des employés travaillant en gestion contractuelle sur les exigences et sur l'application de la Politique, notamment sur les mesures de contrôle relatives au montant de contrat et des suppléments.

Le dirigeant du CIUSSS-CN dispose de 45 jours pour informer l'AMP des mesures prises pour donner suite à ces recommandations.

L'analyse détaillée de la décision de l'AMP est accessible [sur le site Web de l'AMP](#).